

SOS Homophobie en campagne



Article rédigé par *Bernard Longepierre*, le 18 avril 2012

SOS Homophobie lance dans la dernière semaine de la campagne électorale une vaste campagne publicitaire contre les discriminations dont seraient victimes 1 500 personnes chaque année en France. Les réponses au questionnaire qu'elle a adressé à tous les candidats du premier tour dessinent sous le nom d'une politique de prévention une politique de promotion de l'homosexualité et de la théorie du gender à tous les niveaux de la société, dès l'école primaire.



Pour la dernière semaine de la campagne du premier tour de l'élection présidentielle, SOS Homophobie a fait fort : six images pour six candidats ou candidates qui sont représentés avec chacun deux pères gays ou deux mères lesbiennes et avec en signature de l'affiche « Et ils auraient été aussi heureux ». L'affirmation reste à démontrer mais l'instrumentalisation de l'image de candidats, elle, est certaine ([le procédé avait déjà été employé par l'ADMD durant cette campagne pour sensibiliser les présidentiables opposés à l'euthanasie](#)). L'objectif au-delà de ces images chocs est de lutter contre l'homophobie et les discriminations. Cet affichage n'est que l'un des volets d'une vaste campagne en direction du grand public et des élus. Elle est en effet complétée par une action très volontariste sur les réseaux sociaux, la projection du film *le baiser de la lune* à des classes d'écoles primaires et un questionnaire adressé aux candidats.

Douze questions

Le questionnaire dépasse très largement la seule question du mariage gay ou de l'adoption d'enfants par des couples homosexuels.

Les deux premières questions de la liste portent sur le mariage et l'adoption.

La troisième et la quatrième sur la lutte contre les discriminations liées au genre et au délai de prescription pour les injures homophobes. La cinquième sur l'ouverture du droit d'asile pour des personnes persécutées en raison de leur orientation sexuelle. La sixième sur l'homophobie ou la transphobie sur internet. La

septième sur l'ouverture du don de sang aux homosexuels et la huitième sur un plan de prévention spécifique de la santé sexuelle des lesbiennes. La neuvième sur l'inscription dans les programmes scolaires dès l'école primaire d'un enseignement sur le genre et la diversité des relations amoureuses. La dixième porte sur une formation des personnels de l'aide sociale pour les enfants victimes d'homophobie ou de transphobie dans leur famille. La onzième et la douzième posent la même question mais pour les entreprises et la fonction publique.

Une politique globale d'abolition des différences

C'est ainsi sous le prétexte légitime de lutter contre les discriminations une politique d'abolition des différences qui est proposée aux candidats. A noter que ceux-ci ont évidemment répondu aux questions de SOS Homophobie sans s'interroger, à part Marine Le Pen, sur le principe même de l'abolition des différences sexuelles et sans se demander si cette abolition des différences ne conduirait pas, en fait, à la pire des intolérances. Car la tolérance n'est-elle pas l'acceptation des différences et non leur négation ?

Cela dit, le détail des réponses des candidats est intéressant. Globalement, la gauche répond oui ou « ne sais pas » (NSP) à presque toutes les questions. Marine Le Pen ne répond oui qu'à la question sur la formation des personnels de l'aide sociale pour qu'il détecte l'homophobie dans les familles. Une mesure qui en soit peut apparaître positive mais qui risque aussi de conduire à une véritable police des familles. Nicolas Sarkozy est sur la même ligne que la candidate du Front National. Il accepte en plus le droit d'asile pour des motifs d'identité de genre ou d'orientation sexuelle. François Bayrou qui est opposé au mariage gay est favorable à « l'égalité des droits dans l'accès à la parentalité pour toutes et tous » et souhaite que l'identité de genre soit reconnue par la loi parmi les critères de discriminations.

Finalement, c'est François Hollande qui, avec Eva Joly, est le plus ouvert aux demandes de SOS homophobie. La seule mesure à laquelle il répond par la négative est celle sur le délai de prescription pour les injures homophobes que SOS homophobie, par dérogation du droit commun, souhaite étendre à 12 mois.

Pas de tolérance sans différences

En particulier, le candidat socialiste est le seul avec Eva Joly et Nathalie Artaud à souhaiter inclure dans les programmes scolaires dès le primaire « la sensibilisation à la diversité des relations amoureuses », autant dire l'éducation et l'initiation à la théorie du gender.

Se dessine ainsi très clairement avec la victoire de la gauche le renversement légal de l'anthropologie sur laquelle sont fondées la famille et la société. Une question autrement structurante pour l'avenir de la France que celle de la dette, à prendre en compte au moment de voter ou de ne pas voter. Une politique qui risque aussi de conduire l'inverse de ce qu'elle veut obtenir. Le respect de l'autre n'est pas fondé sur l'identité et l'indifférenciation mais bien au contraire sur l'acceptation des différences de comportement dans la mesure où ceux-ci ne sont pas contraire à la justice.

Source (<http://www.sos-homophobie.org/presidentielle-2012-synthese-des-reponses-des-candidat-e-s>)